

«La sortie du capitalisme devra être négociée dans les quinze ans à venir»

INTERVIEW • Hervé Kempf, journaliste au «Monde», estime que le système capitaliste s'effondre. Il plaide pour un changement radical de nos modes de vie et de production.

PROPOS RECUEILLIS PAR
PHILIPPE BACH

Journaliste spécialisé dans les questions écologiques au *Monde*, Hervé Kempf poursuit dans *Pour sauver la planète, sortez du capitalisme* une réflexion entamée dans *Comment les riches détruisent la planète*. Il est intervenu à la Maison des associations de Genève il y a une semaine, à l'invitation de Solidarités, du Réseau des objecteurs de croissance et du Réseau climat et justice sociale. A partir d'une réflexion sur la crise écologique et financière, Hervé Kempf construit un plaidoyer concluant pour une nécessaire et inéluctable sortie du capitalisme. Interview.

Dans votre ouvrage, vous évoquez une crise écologique qui porte sur trois dimensions: le climat, la perte en matière de biodiversité et la contamination chimique. En même temps, la première dimension semble occuper le devant de la scène médiatique. Pourquoi?

Hervé Kempf: le changement climatique est effectivement mieux connu. Peut-être parce que les scientifiques compétents dans ce domaine ont su regrouper leurs connaissances au sein du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat). Mais je ne dissocie pas ce phénomène des deux autres dimensions. Le problème est bien global.

La crise de la biodiversité – on parle de la sixième grande extinction des espèces – est tout aussi préoccupante et dramatique. Elle est peut-être moins bien comprise par le grand public pour trois raisons. Il est plus facile de vulgariser – au bon sens du terme – les problèmes climatiques, alors que la notion d'écosystème reste très complexe. Et il est vrai que dans le domaine de la biologie, c'est plutôt le domaine de la génétique qui a pris le devant sur les naturalistes. Enfin, il y a une dimension régionale aux extinctions d'espèces qui fait que l'on a de la peine à se mobiliser lorsqu'un animal est menacé à des milliers de kilomètres de chez soi.

Comment vous situez-vous par rapport aux réponses consistant à promouvoir le nucléaire ou la filière hydrogène comme réponse à l'effet de serre?

C'est un leurre, une manière d'éviter la vraie question qui est celle d'une nécessaire sortie du capitalisme. La filière hydrogène n'est qu'un replâtrage pour tenter de sauver la filière actuelle du pétrole. Techniquement, je n'ai rien contre elle, elle mérite qu'on l'explore et peut avoir sa rationalité. Je ne suis pas anti-science, elle m'intéresse. Mais il est trompeur de la présenter comme voie de sortie à l'impasse climatique.

De plus, toutes ces réponses techniques sont souvent à long terme, on nous les vend comme pouvant être une solution dans quarante ans. Mais nous sommes dans l'urgence. Dans les quinze années qui viennent, nous devons fondamentalement changer notre rapport à l'environnement si nous voulons nous en sortir.

Et cela suppose une baisse de notre consommation énergétique et de biens matériels.

On voit une forte capacité du système capitaliste à intégrer la question environnementale, de tenter de lui apporter une réponse avec des instruments de marché. On voit même apparaître des fonds de placement qui se disent verts et qui spéculent sur l'eau.

Il y a un petit test qui permet de se faire immédiatement une idée. A tous ces acteurs du capitalisme écologique, il suffit de demander s'ils sont prêts à assumer une diminution de la consommation d'énergie de 3% par an et une diminution similaire dans le domaine des achats de biens matériels. Il s'agit en effet des objectifs que nous devons impérativement atteindre si nous volons stabiliser le taux de CO₂ à l'horizon 2050.

On remarque que dès que la question est posée dans ces termes, on n'entend plus ces acteurs, ils ne sont tout simplement pas prêts à une remise en cause aussi fondamentale de nos rapports sociaux.

Vous êtes parfois critique par rapport aux partis. Ne s'agit-il pas d'une posture commode?

Il s'agit uniquement d'une critique par rapport à la vision productiviste de la gauche. Elle avait sa légitimité au XIX^e siècle. Mais elle n'est tout simplement plus possible aujourd'hui. La question écologique n'est pas encore intégrée par les partis socialistes européens qui sont dominants à gauche, voire ni même ni par les formations plus radicales.

En revanche, je suis convaincu qu'il faut une réponse de gauche à la crise écologique. La question sociale est tout à fait centrale dans la situation actuelle. Les réponses doivent être données dans un cadre de justice sociale qui n'est pas assez présent y compris dans ces partis pourtant soi-disant socialistes. Elle doit revenir au premier rang des préoccupations.

Vous ne revendiquez pas le concept de décroissance.

Je n'ai pas de problèmes idéologiques avec le concept. Disons plutôt que je ne le brandis pas pour des raisons pédagogiques. Si vous venez devant une assemblée en disant «vive la décroissance», vous braquez les gens ou alors vous entrez vite dans une querelle de chapelles. Je préfère poser la question en termes de réduction de la consommation énergétique et de biens matériels. Lorsqu'on pose cette question en termes globaux, elle devient plus facilement acceptable par les gens concernés.

Et le cadre ce mode de vie plus simple doit inclure la question sociale. Lorsqu'on vit avec moins de biens, on doit réorienter les choix de production de notre société vers l'éducation, la santé, la culture, l'agriculture contractuelle et de proximité qui doit redevenir centrale dans notre rapport à l'écosystème. Il devient alors plus facile de discuter.

Dans votre ouvrage ou dans vos conférences, on vous sent presque optimiste quant à la possibilité de sortir de l'impasse capitaliste.



«La sortie du capitalisme implique aussi de repenser notre rapport à notre écosystème. Nous devons réinventer une agriculture de proximité et contractuelle», estime Hervé Kempf (médaillon). JJKPHOTO

En même temps, ces dernières années, il y a eu plusieurs crises économiques et l'on nous annonçait la fin d'un cycle; or quelques mois plus tard, tout repartait. Qu'est-ce qui aurait changé?

Nous sommes bien en un changement d'époque. Le système est en train de se recomposer. La crise écologique est globale et bien plus massive aujourd'hui. Et surtout, les esprits évoluent. Cela fait, en tous les cas depuis la fin des années soixante, que la crise de l'environnement est théorisée. Aujourd'hui, ce diagnostic est bien mieux compris, y compris du grand public.

Et, sur le plan économique, l'ampleur de l'effondrement financier auquel nous assistons est sans commune mesure avec les crashes de ces vingt ou trente dernières années. L'économie des Etats-Unis est durablement atteinte. Et ni la Chine ni

l'Inde ne retrouveront des taux de croissance aussi importants que ceux des dernières années. C'est une illusion d'espérer qu'ils vont participer au redémarrage du système capitaliste.

En même temps vous pointez aussi le risque d'une dérive autoritaire. La société écologique ne s'imposera-t-elle pas d'elle-même?

Le capitalisme a compris qu'il peut se passer de la démocratie. Ce qui n'était pas le cas auparavant. Le tournant est sans doute la chute de l'URSS. Jusque-là, démocratie et libertés économiques allaient de paires. Cela n'est plus aussi évident.

Cela se voit aux Etats-Unis qui ont utilisé l'argument de la lutte contre le terrorisme pour faire reculer les libertés démocratiques et mener des guerres. Mais en France, on assiste à des dérives similaires. N'oublions pas que le président Sarkozy a

été un ministre de l'Intérieur très actif en la matière. Des dirigeants comme Silvio Berlusconi ou Vladimir Poutine incarnent aussi ces dérives autoritaires.

Il s'agit d'une évolution fondamentale de l'oligarchie que de s'affranchir des valeurs démocratiques. Elle a tellement gagné en confiance en elle-même qu'elle ne se sent plus le besoin de se réclamer de ces libertés.

Lutter contre la vidéosurveillance ou le fichage ADN est donc aussi un combat pour l'écologie?

Tout à fait. Cela va être un des défis qui se posent au mouvement social. Il devra organiser des luttes pour rompre avec la logique capitaliste mais aussi éviter les pièges que lui tendra une oligarchie cherchant à légitimer sa domination via un contrôle autoritaire. I

Les deux ouvrages sont disponibles aux Editions du Seuil.

Les ravages de la mondialisation culturelle

La sortie du capitalisme est un impératif. Devant une salle comble à la Maison des associations, Hervé Kempf a brossé un tableau de la situation écologique et économique qui impose ce changement de paradigme. Ceci en mettant en garde contre certaines distorsions optiques. Si on a effectivement vu des taux de croissance de 4% à 5% durant la période de l'après-guerre, il s'agissait d'un effet de rattrapage de la stagnation des années trente, à la suite de la crise et, surtout, de la Seconde Guerre mondiale.

La récession qui a suivi est toute relative, relève M. Kempf: «On observe des taux de croissance de 2% par an, ce qui n'est pas rien; à la fin du XIX^e siècle, on a eu des taux de 1,5%». Avec ce rappel: même avec ces taux jugés bas, cela signifie que les économies développées produisent aujourd'hui 60% plus de richesses qu'il y a trente ans.

Deuxième rappel de l'orateur: le creusement des inégalités qui s'est amorcé durant les années septante. L'argent va de

plus en plus au capital et de moins en moins au salaire. Enfin, troisième élément de fond: la corruption fait partie inhérente du système et tend à s'institutionnaliser. Les paradis fiscaux abritent ainsi 1500 milliards d'euros, soit l'équivalent du PIB français. Ces logiques économiques sont mortifères du point de vue économique.

L'auteur de *Comment les riches détruisent la planète* met ainsi une évidence les ravages de la mondialisation culturelle et surtout du phénomène dit des «richesses ostentatoires». Se basant sur les théories de l'économiste et sociologue américano-norvégien Veblen, (1857-1929), Hervé Kempf relève que le niveau de consommation de chaque classe sociale tend à se calquer sur celui situé un cran au-dessus et qui est érigé en modèle. Et ce phénomène est mondialisé: le niveau de vie des oligarchies américaines et européennes est le modèle de référence au niveau de la planète.

En l'occurrence, le niveau de vie tout à fait délirant des puissants de ce monde qui accumulent les jets et les yachts est à cet égard alarmant. Et que dire du comportement ostentatoire du président bling-bling Nicolas Sarkozy qui porte ses montres de luxe comme des trophées et qui manifeste une obsession pathologique pour l'argent?

A ce culte marchand, Hervé Kempf oppose le bien commun. Il convient, relève-t-il, de reconquérir l'espace public, mais aussi d'autres biens marchandisés comme les ondes, l'eau, la sécurité de plus en plus privatisée, voire même la démocratie.

Ce qui ne va pas sans une certaine dose d'égalitarisme. Ainsi, il propose de plafonner les salaires à un niveau démocratiquement fixé: «Il s'agit de quelque chose de relativement simple à réaliser et cela a été fait dans le passé. Il suffit de taxer à 80% ou 100% des revenus supérieurs à un certain plafond, par exemple 250 000 euros de revenus annuels.» PBH

PUBLICITÉ



Vendredi 3 avril 2009
de 14h30 à 18h00

Palais de l'Athénée (salle des Athènes)
Rue de l'Athénée 2
Entrée libre

Avec la participation de:
Pascal Couchepin, Conseiller fédéral
Freddy Thielmans, Maire de Bruxelles
Mannel Yornare, Maire de Genève
Pierre Mandet, Conseiller
administratif de Genève
Eric Roussel, Historien, directeur
de l'Institut Pierre Mendès France
du Collège de France
Tristan Mendès France,
écrivain, journaliste,
petit-fils de Pierre Mendès France.

Animation:
Pascal Décallet, journaliste

**PIERRE
MENDES
FRANCE**

**L'ACTUALITÉ D'UNE
MORALE POLITIQUE EN
TEMPS DE CRISE**